Bordereau attestant l'exactitude des informations - BOURGES - 1801 - Actes des sociétés (A) - Dépôt le 05/12/2022 - 3595 - 2022 B 00517 - 917 755 449 - STAFF HOLDING

# ACTE COMPLEMENTAIRE AU CONTRAT D'APPORTS DU 30 JUIN 2022

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Aurélien, Gérard BAILLY,**
Né le 14 Novembre 1985 à LAGNY-SUR-MARNE (Seine et Marne),
de nationalité française, célibataire, non pacsé,
demeurant 42 Rue Konrad Adenauer -18000 BOURGES.

*Ci-après dénommé « L'apporteur » d'une part,*

**ET :**

**STAFF HOLDING**
Société par actions simplifiée
au capital de 1 210 000 euros
Siège social : 139 Chemin de Villeneuve -18000 BOURGES
RCS BOURGES 917 755 449
représentée par Monsieur Aurélien BAILLY, agissant en qualité de Président de ladite société.

*Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »*
*d'autre part,*

**IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :**

Par acte sous seing privé en date du 30 juin 2022 enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de BOURGES 1, le 22 juillet 2022, dossier 2022 00041700 - référence 1804P01 2022 A 01343, Monsieur Aurélien BAILLY a apporté à la société STAFF HOLDING 5 000 parts sociales lui appartenant dans le capital de la Société « ABCLIMATISATION » RCS BOURGES 522 047 281.

Cet apport a été fait à date du jour de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de la société bénéficiaire de l'apport.

## IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE 1 – PROPRIETE ET JOUISSANCE

Les apports sont devenus définitifs le 25 juillet 2022.

La société STAFF HOLDING est devenue bénéficiaire des apports en pleine propriété et a eu la jouissance le 25 juillet 2022 de l'intégralité des 5 000 parts sociales de la société ABCLIMATISATION objets du contrat d'apport du 30 juin 2022 ; à cette même date elle est subrogée de plein droit dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales apportées.

## ARTICLE 2 – DECLARATIONS FISCALES

L'échange des titres objet des présentes, réalisé conformément aux dispositions de l'article 150-0 B du Code général des impôts est placé de plein droit sous le régime de sursis d'imposition de la plus-value visé audit article.

Les parties déclarent qu'aucune soulte n'est accordée en contrepartie des apports effectués et que la société dont les titres sont apportés n'est pas à prépondérance immobilière.

## ARTICLE 3 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur : 42 Rue Konrad Adenauer – 18000 BOURGES
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

Fait en quatre exemplaires.
A BOURGES
Le 30 septembre 2022

| SIGNATAIRE | SIGNATURE |
|---|---|
| Monsieur Aurélien BAILLY<br>Apporteur | |
| SAS STAFF HOLDING<br>La Société bénéficiaire | |

**********

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
BOURGES 1
Le 19/10/2022 Dossier 2022 00058279, référence 1804P01 2022 A 01781
Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

*gistrement*

**STAFF HOLDING**
**Société par actions simplifiée au capital de 1 210 000 euros**
**Siège social : 139 Chemin de Villeneuve**
**18000 BOURGES**

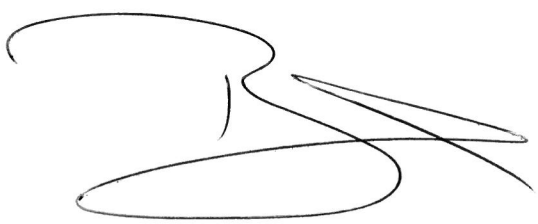
**917 755 449 RCS BOURGES**

---

# STATUTS

*Mis à jour en date du 30 septembre 2022*
*(acte complémentaire au contrat d'apport du 30 juin 2022)*

Acte certifié conforme



**Monsieur Aurélien BAILLY**
né le 14/11/1985 à LAGNY SUR MARNE
de nationalité française
célibataire, non pacsé,
demeurant 42 rue Konrad Adenauer -18000 BOURGES

Ci-après dénommé « l'associé unique »,

A établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la société par actions simplifiée unipersonnelle qu'il a décidé d'instituer.

## ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par l'associé unique propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public de ses titres mais peut néanmoins procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

## ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

La prise de participation dans toutes sociétés, l'acquisition de toutes valeurs mobilières et toutes opérations se rattachant à la gestion de portefeuilles de titres et l'exercice de tous les droits découlant de la propriété des titres, ainsi que la réalisation de toutes prestations de service au plan technique, administratif, financier et comptable ainsi que le service de conseil pour le compte de toutes sociétés détenues directement ou indirectement.

Ainsi que toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ;
- la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant ces activités ;
- la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, mobilières ou immobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;
- toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

## ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La dénomination sociale est : « **STAFF HOLDING** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

## ARTICLE 4 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **139 Chemin de Villeneuve – 18000 BOURGES.**

Il pourra être transféré en tout lieu par décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Président, qui sera habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision du Président devra être ratifiée par la prochaine décision de l'associé unique ou par décision collective extraordinaire des associés.

## ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf (99) années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

## ARTICLE 6 - APPORTS

Lors de la constitution, l'associé unique, soussigné, apporte à la Société :

6.1. Apports en numéraire

Une somme en numéraire de DIX MILLE (10 000) euros, correspondant à CENT (100) actions d'une valeur nominale de CENT (100) euros chacune, souscrites en totalité et intégralement libérées, ainsi qu'il résulte du certificat établi en date du 28 juin 2022 par la banque CREDIT AGRICOLE CENTRE LOIRE, dépositaire des fonds, sur présentation de l'état de souscription mentionnant la somme versée par l'associé unique.

Cette somme de DIX MILLE (10 000) euros a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.



AB

## 6.2. Apports en nature

L'associé unique apporte à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- La pleine propriété de cinq mille (5 000) parts sociales de la Société ABCLIMATISATION, Société à Responsabilité Limitée au capital de 225 000 euros, ayant son siège social 139 Chemin de Villeneuve – 18000 BOURGES, immatriculée au Registre du commerce et de sociétés de BOURGES sous le numéro 522 047 281, évaluées à la somme de UN MILLION DEUX CENT MILLE (1 200 000) euros.

***Total des apports en nature de Monsieur Aurélien BAILLY : 1 200 000 euros***
***ci, UN MILLION DEUX CENT MILLE EUROS***

## 6-3 Evaluation et rémunération de l'apport

En rémunération de cet apport évalué à UN MILLION DEUX CENT MILLE (1 200 000) euros, Monsieur Aurélien BAILLY se voit attribuer DOUZE MILLE (12 000) actions de CENT (100) euros chacune, intégralement libérées.

L'évaluation des apports ci-dessus a été effectuée au vu du rapport de Monsieur Olivier CORTET, représentant légal de la société CABINET OLIVIER CORTET, Commissaire aux apports désigné suivant décision de l'associé unique, conformément aux dispositions de l'article L 225-8 du Code de commerce en date du 25 mai 2022.

Ce rapport, dont un exemplaire est annexé aux présentes, a été établi et envoyé au lieu du siège social dès le 13 juin 2022.

## 6-4 Synthèse des apports

| | |
|---|---|
| ✓ Apports en numéraire : | 10 000 euros |
| ✓ Apport en nature : | 1 200 000 euros |
| **Soit un total de :** | **1 210 000 euros** |

Dans l'hypothèse où la société **STAFF HOLDING** ne serait pas constituée dans le délai de six (6) mois à compter du premier dépôt des fonds, les apporteurs pourront, conformément aux dispositions de l'article L223-8 du Code de commerce, désigner un mandataire les représentant en vue de demander directement au dépositaire la restitution de leurs apports.

## ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de UN MILLION DEUX CENT DIX MILLE (1 210 000) euros.

Il est divisé en DOUZE MILLE CENT (12 100) actions de CENT (100) euros chacune entièrement libérées.



AB

## ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1 - Le capital social peut être augmenté par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président.

Le capital social est augmenté soit par émission d'actions ordinaires, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants. Il peut également être augmenté par l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation du capital.

En cas d'augmentation par émission d'actions de numéraire ou émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, l'associé unique ou les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel à la souscription des titres émis. Ils peuvent cependant renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

2 - Le capital social peut être réduit par tous procédés et selon toutes modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur, en vertu d'une décision de l'associé unique ou d'une décision collective extraordinaire des associés statuant sur le rapport du Président. L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président tous pouvoirs pour réaliser la réduction de capital.

## ARTICLE 9 - LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du souscripteur quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.



AB

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

## ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1- Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

En cas de transmission des actions, le transfert de propriété résulte de l'inscription des titres au compte de l'acheteur à la date fixée par l'accord des parties et notifiée à la Société.

Les actions résultant d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles sont inaliénables et intransmissibles.

Elles seront annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation par ledit titulaire de ses prestations à l'issue d'un délai d'un mois suivant mise en demeure, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, de poursuivre lesdites prestations dans les conditions prévues à la convention d'apport.

2- Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres.

En cas de dissolution de l'éventuelle communauté de biens existant entre l'associé unique, personne physique, et son conjoint, la Société continue de plein droit, soit avec un associé unique si la totalité des actions est attribuée à l'un des époux, soit avec les deux associés si les actions sont partagées entre les époux.

En cas de décès de l'associé unique, la Société continue de plein droit entre ses ayants droit ou héritiers, et éventuellement son conjoint survivant.

La cession de droits d'attribution d'actions gratuites, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes, et la cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire est libre.



AB

3- Transmission des actions en cas de pluralité d'associés

**Préemption**

La cession d'actions de la Société à un tiers est soumise au respect du droit de préemption des associés défini ci-après :

L'associé cédant doit notifier son projet au Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception en indiquant les informations sur le cessionnaire (nom, adresse et nationalité ou, s'il s'agit d'une personne morale, dénomination, siège social, capital, numéro RCS, identité des associés et des dirigeants), le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix et les conditions de la cession projetée.

Dans un délai de quinze jours de ladite notification, le Président notifiera ce projet aux autres associés, individuellement, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qui disposeront d'un délai de deux mois pour se porter acquéreurs des actions à céder, dans la proportion de leur participation au capital.

Chaque associé exerce son droit de préemption en notifiant au Président le nombre d'actions qu'il souhaite acquérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

A l'expiration du délai de deux mois, le Président devra faire connaître par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption à l'associé cédant.

Si les droits de préemption sont supérieurs au nombre d'actions proposées à la vente, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur intention d'acquérir au prorata de leur participation au capital et dans la limite de leurs demandes.

Si les offres d'achat sont inférieures au nombre d'actions proposées à la vente, les droits de préemption seront réputés n'avoir jamais été exercés. Dans ce cas, et sous réserve de l'agrément ci-après prévu, l'associé cédant pourra librement céder ses actions au cessionnaire mentionné dans la notification.

Toutefois, l'associé cédant peut demander le bénéfice de l'exercice du droit de préemption à concurrence du nombre de titres pour lequel il aura été notifié par les autres associés et procéder à la cession du solde des actions qu'il envisageait de céder, conformément aux dispositions des statuts.

Lorsque tout ou partie des actions dont la cession est projetée n'aura pas été préemptée dans les conditions ci-dessus prévues, le cédant devra, si le cessionnaire est non associé, se soumettre à la procédure d'agrément suivante :

**Agrément des cessions**

La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.



AB

Le cédant doit notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une demande d'agrément au Président de la Société en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital dont la cession est envisagée et le prix offert. Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

L'agrément résulte d'une décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La décision d'agrément ou de refus d'agrément n'a pas à être motivée. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée. A défaut de notification dans les trois mois qui suivent la demande d'agrément, l'agrément est réputé acquis.

En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions prévues dans la demande d'agrément.

En cas de refus d'agrément, la Société est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir les titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital, soit par un associé ou par un tiers, soit, avec le consentement du cédant, par la Société, en vue d'une réduction du capital.

A défaut d'accord entre les parties, le prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital est déterminé par voie d'expertise, dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si les modalités de détermination du prix des titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital sont prévues dans une convention liant les parties à la cession ou au rachat, l'expert désigné sera tenu de les appliquer conformément aux dispositions du second alinéa du I de l'article 1843-4 du Code civil.

Le cédant peut à tout moment aviser le Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à la cession de ses titres de capital ou valeurs mobilières donnant accès au capital.

Si, à l'expiration du délai de trois mois, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par ordonnance de référé du Président du Tribunal de commerce, sans recours possible, l'associé cédant et le cessionnaire dûment appelés.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, que lesdites cessions interviennent en cas de dévolution successorale ou de liquidation d'une communauté de biens entre époux, par voie d'apport, de fusion, de partage consécutif à la liquidation d'une société associée, de transmission universelle de patrimoine d'une société ou par voie d'adjudication publique en vertu d'une décision de justice ou autrement.

Elles peuvent aussi s'appliquer à la cession des droits d'attribution en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, primes d'émission ou bénéfices, ainsi qu'en cas de cession de droits de souscription à une augmentation de capital par voie d'apports en numéraire ou de renonciation individuelle au droit de souscription en faveur de personnes dénommées.

La présente clause d'agrément ne peut être supprimée ou modifiée que par décision collective des associés statuant à l'unanimité.
Toute cession réalisée en violation de cette clause d'agrément est nulle.



AB

**Exclusion d'un associé**

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :
- défaut d'affectio societatis ;
- mésentente durable entre associés ;
- désaccord persistant sur la gestion, les objectifs et la stratégie de la Société ;
- manquements d'un associé à ses obligations ;
- dissolution, redressement ou liquidation judiciaires ;
- changement de contrôle au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce ;
- exercice d'une activité concurrente à celle de la Société, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une société filiale ou apparentée ;
- violation d'une disposition statutaire ;
- opposition continue aux décisions proposées par le Président pendant deux exercices consécutifs,
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou morale (ou à l'encontre de l'un de ses dirigeants) ;
- plus généralement, la condamnation judiciaire prononcée à l'encontre d'un associé personne physique ou d'un dirigeant de l'associé personne morale, susceptible de mettre en cause l'image ou la réputation de la Société.

La décision d'exclusion est prise par décision collective des associés statuant à la majorité des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est proposée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de cette majorité.

Les associés sont appelés à se prononcer à l'initiative du Président de la Société.

La décision d'exclusion ne peut intervenir sans que les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu et la date de réunion des associés devant statuer sur l'exclusion lui aient été préalablement communiqués au moyen d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée quinze jours avant la date de la réunion de la collectivité des associés, et ce afin qu'il puisse présenter au cours d'une réunion préalable des associés ses observations, et faire valoir ses arguments en défense, lesquels doivent, en tout état de cause, être mentionnés dans la décision des associés.

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé ; elle est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

En outre, cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs des actions ; il est expressément convenu que la cession sera valable sans qu'il y ait lieu d'appliquer les procédures statutaires prévues en cas de cession (agrément, préemption...).

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 30 jours de la décision d'exclusion.

Le prix de cession des actions de l'exclu sera déterminé d'un commun accord ou, à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Si la cession des actions de l'associé exclu ou le paiement du prix ne sont pas réalisés dans le délai prévu, la décision d'exclusion sera nulle et de nul effet.



AB

A compter de la décision d'exclusion, les droits non pécuniaires de l'associé exclu seront suspendus.

Les dispositions du présent article s'appliquent dans les mêmes conditions à l'associé qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

La présente clause d'exclusion ne peut être supprimée ou modifiée que par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

**Location des actions**

La location des actions est interdite.

## ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

Toute action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Si une action est grevée d'un usufruit, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions relatives à l'affectation des bénéfices où il appartient à l'usufruitier. Toutefois, pour les autres décisions, le nu-propriétaire et l'usufruitier peuvent convenir que le droit de vote sera exercé par l'usufruitier.

Lorsqu'une action est grevée d'usufruit, les droits du nu-propriétaire et de l'usufruitier sont, sauf convention contraire des parties, répartis de la manière suivante :

- les dividendes et le report à nouveau reviennent à l'usufruitier ;
- le nu-propriétaire a droit aux réserves mais en cas de distribution de ces réserves, l'usufruitier a un droit de jouissance sur les sommes distribuées, sous la forme d'un quasi-usufruit, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit ;
- lors du partage, le boni de liquidation et le remboursement des apports reviennent au nu-propriétaire mais restent soumis à l'usufruit, l'usufruitier pouvant disposer librement des sommes correspondantes, à charge pour lui de les restituer en fin d'usufruit (article 587 du Code civil).



AB

## ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

Désignation

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou la collectivité des associés, qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Durée des fonctions

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non, par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Les fonctions de Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

Le Président peut démissionner de son mandat à la condition de notifier sa décision à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée ou par email avec confirmation de lecture adressé quinze jours avant la date d'effet de ladite décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La décision de révocation n'a pas à être motivée.

Rémunération

Le Président pourra percevoir une rémunération au titre de ses fonctions, laquelle sera fixée et modifiée par décision de la collectivité des associés. Elle pourra être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

Outre cette rémunération, il sera remboursé, sur justificatifs, des frais qu'il exposera dans l'accomplissement de ses fonctions.



AB

Pouvoirs du Président

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

## ARTICLE 14 - DIRECTEUR(S) GÉNÉRAL(AUX)

Désignation

Le Président peut donner mandat à une ou plusieurs personnes physiques ou morales de l'assister en qualité de Directeur Général.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut être lié à la Société par un contrat de travail.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du ou des Directeurs Généraux est fixée dans la décision de nomination et ne peut excéder celle du mandat du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le ou les Directeurs Généraux conservent leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau Président, sauf décision contraire des associés.

Les fonctions de Directeur Général prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.



AB

Le ou les Directeurs Généraux peuvent démissionner de leur mandat à la condition de notifier leur décision au Président, par lettre recommandée ou email avec confirmation de lecture adressé quinze jours avant la date d'effet de ladite décision.

Révocation

Le ou les Directeurs Généraux peuvent être révoqués à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision du Président. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

En outre, le ou les Directeurs Généraux sont révoqués de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique,
- mise en redressement ou liquidation judiciaire, interdiction de gestion ou dissolution du Directeur Général personne morale,
- exclusion du Directeur Général associé.

Rémunération

Le ou les Directeurs Généraux peuvent recevoir une rémunération dont les modalités sont fixées dans la décision de nomination. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou à la fois fixe et proportionnelle au bénéfice ou au chiffre d'affaires.

En outre, le ou les Directeurs Généraux sont remboursés de leurs frais de représentation et de déplacement sur justificatifs.

Pouvoirs du Directeur Général

Le ou les Directeurs Généraux dispose(nt) des mêmes pouvoirs que le Président, sous réserve des limitations éventuellement fixées par la décision de nomination ou par une décision ultérieure.

Le ou les Directeurs Généraux dispose(nt) du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

## ARTICLE 15 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont mentionnées sur le registre des décisions.

Si la Société comporte plusieurs associés, le Président ou le Commissaire aux Comptes, s'il en existe, présente aux associés, en application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, un rapport sur les conventions, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code.

Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.



AB

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la Société et conclues à des conditions normales.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

## ARTICLE 16 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs Commissaires aux Comptes, en application des articles L. 823-1 et suivants du Code de commerce.

Cette nomination est obligatoire si la Société dépasse, à la clôture d'un exercice social, les seuils définis légalement et fixés par décret. Le Commissaire aux Comptes sera nommé pour un mandat de six exercices et exercera son mandat dans le cadre d'un audit légal classique.

Si un ou plusieurs associés représentant au moins le tiers du capital en font la demande, la Société sera également tenue de désigner un Commissaire aux Comptes, pour un mandat de trois exercices et sera soumise à l'audit légal « petites entreprises ».

En outre, la nomination d'un Commissaire aux Comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

La durée de son mandat sera de six exercices.

L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés pourra, statuant à la majorité absolue, désigner volontairement un Commissaire aux Comptes dans les conditions prévues à l'article L. 225-228 du Code de commerce. La Société pourra limiter la durée du mandat à trois exercices et sera ainsi soumise à l'audit légal « petites entreprises ».

Lorsqu'un Commissaire aux Comptes ainsi désigné est une personne physique ou une société unipersonnelle, un Commissaire aux Comptes suppléant appelé à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, est nommé en même temps que le titulaire pour la même durée.

Les Commissaires aux Comptes exercent leur mission de contrôle, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la Société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la Société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la Société.

Les Commissaires aux Comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés, conformément aux dispositions légales et réglementaires.



AB

## ARTICLE 17 - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

L'associé unique est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,
- augmentation, amortissement ou réduction du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- transformation en une société d'une autre forme,
- dissolution de la Société,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- nomination, révocation et rémunération du Président,

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Les décisions de l'associé unique font l'objet de procès-verbaux consignés dans un registre coté et paraphé.

Les décisions qui ne relèvent pas de la compétence de l'associé unique sont de la compétence du Président.

## ARTICLE 18 - DÉCISIONS COLLECTIVES

Si la Société comporte plusieurs associés, les pouvoirs dévolus à l'associé unique sont exercés par la collectivité des associés.

Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- approbation des conventions réglementées,
- nomination des Commissaires aux Comptes,
- augmentation, amortissement et réduction du capital social,
- transformation de la Société,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif,
- dissolution et liquidation de la Société,
- augmentation des engagements des associés,
- agrément des cessions d'actions,
- suspension des droits de vote et exclusion d'un associé ou cession forcée de ses actions,
- nomination, révocation et rémunération du Président,
- modification des statuts, sauf transfert du siège social,

Toutes autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président en assemblée générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous signature privée. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite et être prises par tous moyens de télécommunication électronique.



AB

Toutefois, devront être prises en assemblée générale les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et à l'affectation des résultats, aux modifications du capital social, à des opérations de fusion, scission ou apport partiel d'actif, à l'exclusion d'un associé.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

Assemblées Générales

Les Assemblées Générales sont convoquées, soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant cinq pour cent au moins du capital ou à la demande du comité social et économique en cas d'urgence, soit par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe.

Pendant la période de liquidation, l'Assemblée est convoquée par le liquidateur.

La convocation est effectuée par tous procédés de communication écrite quinze jours avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Toutefois, l'Assemblée Générale se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.

Un ou plusieurs associés représentant au moins 80 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions par tous moyens de communication écrite. Ces demandes doivent être reçues au siège social vingt jours au moins avant la date de la réunion. Le Président accuse réception de ces demandes dans les quinze jours de leur réception.

L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas à l'ordre du jour. Elle peut cependant, en toutes circonstances, révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants, et procéder à leur remplacement.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'Assemblée par un autre associé ou par un tiers justifiant d'un mandat. Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats.

Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite, et notamment par télécopie.

Tout associé peut voter par correspondance, au moyen d'un formulaire établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Il devra compléter le bulletin, en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le défaut de réponse dans le délai indiqué par la convocation vaut abstention totale de l'associé.



AB

## ARTICLE 21 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU RÉSULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique ou la collectivité des associés décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à tous fonds de réserves générales ou spéciales.

Le surplus est attribué à l'associé unique ou réparti entre tous les associés au prorata de leurs droits dans le capital social.

De même, l'associé unique ou la collectivité des associés peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par l'associé unique ou la collectivité des associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

## ARTICLE 22 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou la collectivité des associés. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.



AB

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée de l'associé unique ou des associés, sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que le bénéficiaire avait connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

## ARTICLE 23 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS À LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter l'associé unique ou la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

## ARTICLE 24 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société peut se transformer en société d'une autre forme sur décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés à la condition que la Société remplisse les conditions propres à la nouvelle forme de société.

## ARTICLE 25 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi et, sauf prorogation, à l'expiration du terme fixé par les statuts ou par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés.

Le liquidateur représente la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif, même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers et à répartir le solde disponible.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.



AB

CENTRE LOIRE

**BANQUE PRIVEE ENTREPRENEURS BGES**
**39 RUE MOYENNE**
**18000 BOURGES**
Tél. : 02 48 30 27 39
Fax : 02 48 30 18 91

V / réf.: 72044610850
N / réf.: JESSICA SENET

# Attestation de dépôt

**pour constitution de capital social**
(Articles L225-5 et R225-6 du code de commerce)

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire dont le siège social est sis à : 8, Allée des collèges 18920 BOURGES CEDEX 9 atteste

qu'il a été déposé le 28/06/2022 par Monsieur Aurelien BAILLY fondateur - conformément à la réglementation en vigueur -

- Au compte spécial bloqué n° 72044610850
  ouvert au nom de la Société en formation, dénommée STAFF HOLDING
  au capital de 1 210 000,00 EUR
  sans appel public à l'épargne
  dont le siège social est établi à 139 CHEMIN DE VILLENEUVE 18000 BOURGES
  la somme de 10 000,00 EUR représentant la partie libérée soit : 0,83 % du capital social

- Une liste comportant les membres fondateurs avec l'indication des sommes versées par chacun d'eux (ci-après annexée).

La Caisse Régionale agit ainsi à titre de simple dépositaire agréé désigné par la législation des sociétés, et décline toute responsabilité quant à l'origine des fonds déposés et leur utilisation après déblocage.

Fait à BOURGES, le 28 Juin 2022

ARNAUD CROCHET
Directeur de l'agence
CENTRE LOIRE
28 JUIN 2022
BANQUE PRIVEE DES ENTREPRENEURS BOURGES

Caisse Regionale de Crédit Agricole Mutuel Centre Loire société coopérative a capital et personnel variable, agréée en tant qu'établissement de crédit, dont le siège social est 8, Allée des collèges - 18920 BOURGES CEDEX 9 - 398 824 714 RCS BOURGES
Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaire en Assurance sous le n°07 009 045
Titulaire de la carte professionnelle Transaction, Gestion Immobilière et syndic numéro CPI 1801 2021 000 000 001 délivrée par la CCI du Cher bénéficiant de Garantie financière et Assurance Responsabilité Civile Professionnelle délivrées par CAMCA 53 rue de la Boétie 75008 PARIS.

Ref : C COM ... ATT DEPO CONSTI KSOC_V01_30/4-2021.04.21 18.36.45 ...

CENTRE LOIRE

# Liste des fondateurs

## Société : STAFF HOLDING

Compte n° 72044610850

### Liste des personnes physiques

| Prénom Nom | Date de naissance | Montant versé en € |
|---|---|---|
| BAILLY Aurélien | 14/11/1985 | 10 000,00 |

ARNAUD CROCHET
Directeur de l'agence

p/o CENTRE LOIRE
28 JUIN 2022
BANQUE PRIVEE
DES ENTREPRENEURS
BOURGES

Caisse Régionale du Crédit Agricole Mutuel Centre Loire société coopérative à capital et personnel variable, agréée en tant qu'établissement de crédit dont le siège social est 8, Allee des collèges - 18920 BOURGES CEDEX 9 - 398 824 714 RCS BOURGES
Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaire en Assurance sous le n°07 009 045
Titulaire de la carte professionnelle Transaction, Gestion Immobilière et syndic numéro CPI 1801 2021 000 000 001 délivrée par la CCI du Cher
bénéficiant de Garantie financière et Assurance Responsabilité Civile Professionnelle délivrées par CAMCA 53 rue de la Boétie 75008 PARIS.

_ATT_DEPO CONST_KSOC_V01.00--2021.04.21.18.36.46.7

**STAFF HOLDING**
**Société Par Actions Simplifiée**
**au capital de 1 210 000 EUROS**
**Siège social : 139 Chemin de Villeneuve**
**18000 BOURGES**

---

## ETAT DES SOUSCRIPTIONS ET DES VERSEMENTS

| Identité ou désignation des Souscripteurs | Nombre d'actions souscrites | Montant des souscriptions | Montant des versements effectués |
|---|---|---|---|
| **Monsieur Aurélien BAILLY**<br>42 Rue Konrad Adenauer<br>18000 BOURGES | **12 100 actions** | **1 210 000 euros** | **10 000 euros**<br>(apport en numéraire)<br>**1 200 000 euros**<br>(apport en nature) |
| **TOTAL** | **12 100 actions** | **1 210 000 Euros** | **1 210 000 euros** |

Le présent état qui constate la souscription de **douze mille cent (12 100) actions** de la Société **STAFF HOLDING** ainsi que le versement de la somme de **UN MILLION DEUX CENT DIX MILLE (1 210 000) euros** correspondant **à la totalité** du nominal desdites actions, est certifié exact, sincère et véritable par **Monsieur Aurélien BAILLY**, fondateur.

**Fait à BOURGES**
**Le 30 juin 2022**

**Aurélien BAILLY**
**Fondateur**

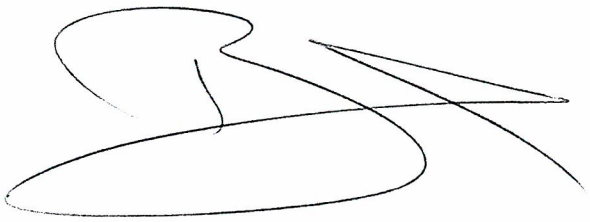


**Annexe n° 2 :**

## ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LA SOCIÉTÉ EN VOIE DE FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Ouverture d'un compte bancaire,

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-6 du Code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.



**Annexe n° 3 :**

## ACTE DESIGNANT LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

## DESIGNATION D'UN COMMISSAIRE AUX APPORTS

**Monsieur Aurélien BAILLY**, agissant en qualité d'associé unique de la future société par actions simplifiée **STAFF HOLDING**, au capital de 1 210 000 euros, dont le siège social sera fixé 139 Chemin de Villeneuve – 18000 BOURGES, société qu'il envisage de constituer moyennant notamment l'apport en nature des 5 000 titres sociaux qu'il détient en propre au sein de la SARL ABCLIMATISATION (522 047 281 RCS BOURGES),

Désigne, en vue de réaliser ledit apport en nature à la société susvisée, comme commissaire aux apports, le :

**CABINET OLIVIER CORTET**
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 10 000 euros
Siège social : 9 Route de Bourges
18510 MENETOU-SALON
442 631 255 RCS BOURGES

commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue par l'article L. 822-1 du Code de commerce,

A l'effet d'établir sous sa responsabilité un rapport sur la valeur dudit apport en nature qui sera annexé aux statuts de la société à constituer, conformément aux articles L. 227-1et L. 225-8, alinéa 1er, du Code de commerce.

La **SAS CABINET OLIVIER CORTET** pourra obtenir auprès de lui tous les renseignements et documents concernant cet apport et nécessaires à l'établissement dudit rapport.

Fait à BOURGES
Le 25 Mai 2022

**Aurélien BAILLY**



# CONTRAT D'APPORTS

**LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Aurélien, Gérard BAILLY,**
Né le 14 Novembre 1985 à LAGNY-SUR-MARNE (Seine et Marne),
de nationalité française,
célibataire, non pacsé,
demeurant 42 Rue Konrad Adenauer -18000 BOURGES.

**Ci-après dénommés « L'apporteur »**
**d'une part,**

**ET :**

**STAFF HOLDING**
Société par actions simplifiée
au capital de 1 210 000 euros
Siège social : 139 Chemin de Villeneuve -18000 BOURGES
société en cours de formation,
représentée par Monsieur Aurélien BAILLY, agissant en qualité de Président de ladite société.

**Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »**
**d'autre part,**

**IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :**

## Article 1 - Déclaration de l'Apporteur

### 1.1 Monsieur Aurélien BAILLY

Monsieur Aurélien BAILLY, soussigné de première part, apporte à la société STAFF HOLDING, sous les garanties ordinaires et de droit, ce qui est accepté pour ladite Société par Monsieur Aurélien BAILLY, ès-qualités, les biens ci-après désignés et évalués comme suit :

- Cinq mille (5 000) parts sociales lui appartenant dans le capital de la Société « ABCLIMATISATION » Société à Responsabilité Limitée à associé unique ayant son siège social 139 Chemin de Villeneuve-18000 BOURGES et immatriculée au RCS de BOURGES sous le numéro 522 047 281
  **évaluées à UN MILLION DEUX CENT MILLE (1 200 000) Euros.**



AB

**1.2 Apports de Monsieur Aurélien BAILLY**

L'ensemble des biens apportés par Monsieur Aurélien BAILLY a été évalué à UN MILLION DEUX CENT MILLE (1 200 000) Euros.

**Article 2 – Evaluation des apports**

Les évaluations ci-dessus retenues sont celles proposées par la SAS CABINET OLIVIER CORTET, représentée par Monsieur Olivier CORTET, désigné en qualité de Commissaire aux apports par décision de l'associé unique en date du 25 mai 2022.

Un original du rapport de la SAS CABINET OLIVIER CORTET, Commissaire aux apports, demeurera annexé au présent contrat.

**Article 3 - Rémunération de l'apport**

En rémunération de l'apport ci-dessus désigné, évalué à UN MILLION DEUX CENT MILLE (1 200 000) euros, il sera attribué à :

- **Monsieur Aurélien BAILLY**
  Apporteur, DOUZE MILLE (12 000) actions de CENT (100) euros chacune, entièrement libérées de la Société STAFF HOLDING.

**Article 4 – Origine de propriété de l'apport**

Monsieur Aurélien BAILLY déclare être propriétaire des 5 000 parts sociales par suite :

- de la souscription de 5 000 parts sociales lors de la constitution de la société le 23 avril 2010,

**Article 5 – Propriété – Jouissance de l'apport**

La Société STAFF HOLDING sera seule propriétaire des 5 000 parts sociales de la SARL ABCLIMATISATION ci-dessus identifiée, à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

**Article 6 – Déclarations de l'apporteur**

- les parts sociales apportées ne sont grevées d'aucune inscription quelconque et en particulier d'aucune inscription de nantissement ; il n'existe aucun obstacle pouvant s'opposer à leur libre transmission,

- l'apport dont il s'agit a été préalablement autorisé et la société bénéficiaire expressément agréée en qualité de future associée de la Société ABCLIMATISATION par décision de l'associé unique en date du 3 juin 2022,

- la SARL ABCLIMATISATION n'a jamais été en liquidation de biens, faillite, redressement judiciaire ou cessation de paiements et ne fait pas l'objet d'une procédure de règlement amiable,



AB

- l'apporteur déclare enfin avoir eu parfaite connaissance des opérations effectuées par la SARL ABCLIMATISATION depuis le début de l'exercice en cours et que lesdites opérations ne sont pas, selon lui, de nature à modifier l évaluation des droits sociaux apportés.

**Article 7 - Election de domicile**

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur : 42 Rue Konrad Adenauer – 18000 BOURGES
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

**Article 8 - Affirmation de sincérité**

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

**Article 9 - Frais**

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire qui s'oblige à les payer.

Fait en quatre exemplaires.
A BOURGES
Le 30 juin 2022

| SIGNATAIRE | SIGNATURE |
|---|---|
| Monsieur Aurélien BAILLY<br>Apporteur | |
| SAS STAFF HOLDING<br>La Société bénéficiaire | |

**********

*********

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
BOURGES 1
Le 22/07/2022 Dossier 2022 00041700, référence 1804P01 2022 A 01343
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro

**********

**********

Annexe : Rapport du Commissaire aux apports



AD

Olivier Cortet
CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

MEMBRE ASSOCIÉ AUDECIA

**SAS STAFF HOLDING**
**139 Chemin de Villeneuve**
**18000 Bourges**

# Rapport du commissaire aux apports sur la valeur des apports

Monsieur,

En exécution de la mission, qui m'a été confiée par les actionnaires de la SAS STAFF HOLDING en date du 25 mai 2022, concernant les apports en nature devant être effectués par M. Aurélien BAILLY dans le cadre de la constitution du capital de cette société, j'ai établi le présent rapport sur la valeur de l'apport prévu à l'article L 227-1 et suivants du code de commerce.

Les apports envisagés sont décrits dans le projet de contrat d'apport, signé par la personne physique apporteuse, concernée par l'apport de parts d'une société à responsabilité limitée. Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée et d'apprécier les avantages particuliers éventuels.

A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicable à cette mission. Cette doctrine requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur nominale des actions à émettre par la société bénéficiaire de l'apport.

Ma mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne m'appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Mon rapport est établi selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description des apports.
2. Diligences accomplies et appréciation de la valeur des apports.
3. Conclusion.

# 1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

## 1.1. CONTEXTE GENERAL ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

Le présent apport en nature envisagé par Monsieur Aurélien BAILLY lors de la constitution du capital de la SAS STAFF HOLDING, vise à constituer une société permettant de créer un lien de gestion entre ses différentes sociétés détenues par Monsieur Aurélien BAILLY.

## 1.2. PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DES PARTIES EN PRESENCE

### *1.2.1. Personne physique apporteuse*

Monsieur Aurélien BAILLY, né le 14 novembre 1985 à Lagny-sur-Marne souhaite créer une holding sous la forme d'une société par actions simplifiées pour encadrer la gestion de ses différentes activités présentent dans la société suivante : SARL AB CLIMATISATION.

### *1.2.2. Société bénéficiaire – SAS STAFF HOLDING*

La SAS STAFF HOLDING est une société en cours d'immatriculation. Elle possèdera un capital social de 1 210 000,00 € et son siège social se situera 139 Chemin de Villeneuve, 18000 Bourges ;

### *1.2.3. Détail des apports*

L'apport en nature envisagé par Monsieur Aurélien BAILLY se présente comme suit :

- 5 000 parts de la SARL AB CLIMATISATION 1 200 000,00 €

Total : 1 200 000,00 €

Un apport en numéraire de 10 000 € est envisagé dans le cadre de l'opération de constitution de la SAS STAFF HOLDING.

## 1.3. DESCRIPTION DE L'OPERATION

Monsieur Aurélien BAILLY envisage d'apporter la totalité des parts qu'il détient dans la SARL AB CLIMATISATION ainsi qu'une somme en numéraire de 10 000 €. Le projet d'apport montre une valeur d'apport fixée à 1 210 000,00 € pour cette opération dont un apport en nature via les parts de la SARL AB CLIMATISATION de 1 200 000,00 €.

L'opération peut se résumer comme suit.

### *1.3.1. Caractéristiques de l'apport*

Les apports seront réalisés avec effet à la date de la constitution de la SAS STAFF HOLDING.

Ils sont effectués sous le régime juridique de droit commun des apports en nature purs et simples tel que fixé par les dispositions du code de commerce.

### *1.3.2. Conditions suspensives*

La réalisation définitive des opérations d'apports est subordonnée à l'immatriculation de la société SAS STAFF HOLDING.

*1.3.3. Rémunération des apports*

En rémunération des apports, il sera attribué à Monsieur Aurélien BAILLY, 12 100 actions de la SAS STAFF HOLDING d'une valeur nominale unitaire de 100 €. Le détail de la rémunération de ses apports peut être établi comme suit :

- Rémunération de l'apport des 5 000 parts de la SARL AB CLIMATISATION : 12 000 actions de la SAS STAFF HOLDING ;

- Rémunération de l'apport en numéraire de 10 000 € : 100 actions de la SAS STAFF HOLDING ;

Il n'y a pas d'avantage particulier octroyé dans le cadre de l'apport.

1.4. PRESENTATION DES APPORTS

*1.4.1. Méthode d'évaluation retenue*

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la valeur des capitaux propres mais également sur la valeur économique des biens pour permettre une approche multiple.

*1.4.2. Description des apports*

Les apports en nature envisagés pour un montant total de 1 200 000,00 € se présentent comme suit :

Pour Monsieur Aurélien BAILLY – représentant la somme de 1 200 000,00 € :

- 5 000 parts de la SARL AB CLIMATISATION 1 200 000,00 €

## 2. APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1. DILIGENCES MISES EN ŒUVRE PAR LE COMMISSAIRE AUX APPORTS

J'ai effectué les diligences que j'ai estimé nécessaires, par référence à la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relatives à cette mission.

Ma mission a pour objet d'éclairer l'associé unique de la SAS STAFF HOLDING sur la valeur des apports devant être effectués par Monsieur Aurélien BAILLY.

J'ai notamment :

- Pris connaissance des dossiers, des personnes mentionnées dans le cadre du contrat d'apport et de ses modalités comptables, juridiques et fiscales.
- Me suis assuré des principes de valorisation retenus et de leur cohérence.
- Vérifié à l'aide des documents mis à ma disposition l'adéquation entre les montants inscrits dans le cadre du contrat d'apport et la réalité économique des apports.
- Examiné les approches d'évaluation mises en œuvre par les parties.

2.2. APPRECIATION DE LA METHODE DE VALORISATION DE L'APPORT ET DE SA CONFORMITE A LA REGLEMENTATION COMPTABLE

Les apports en nature envisagés sont effectués par une personne physique.

Aux termes du projet du contrat d'apport, les parties ont convenu de retenir une valeur reprenant une méthode d'évaluation patrimoniale mais aussi économique pour les apports de titres en tant que valeur d'apport.

### 2.3. REALITE DE L'APPORT

Dans le cadre de mes travaux, je me suis assuré de la pleine propriété par Monsieur Aurélien BAILLY, objet du présent apport.

### 2.4. APPRECIATION DE LA VALEUR DE L'APPORT

#### *2.4.1. Nature de l'apport et caractéristiques de l'appréciation*

L'apport se porte sur des parts de société à responsabilité limitée qui constituent un apport de 1 200 000,00 €. L'ensemble de ces apports de titres constitue le capital social de la structure à hauteur de 99,17 % puisque le reste du capital social est composé par l'apport en numéraire de 10 000,00 € de la part de Monsieur Aurélien BAILLY.

#### *2.4.2. Détermination de la valeur des apports par les parties*

La valeur d'apport a été déterminée par les parties en considérant des approches d'évaluation fondées sur la valeur des capitaux propres mais également sur la valeur économique des biens détenus personnellement par l'actionnaire.

## 3. CONCLUSION

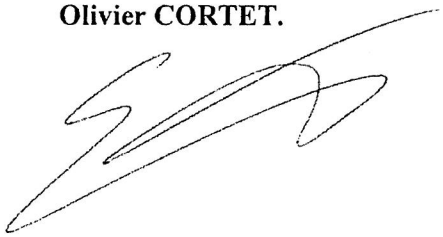
Sur la base de mes travaux et à la date du présent rapport, je suis d'avis que la valeur de l'apport retenue s'élevant à 1 200 000,00 € pour les parts de la SARL AB CLIMATISATION détenues par Monsieur Aurélien BAILLY, n'est pas surévaluée et, par conséquent, que l'actif net apporté est au moins égal au montant du capital de la société bénéficiaire de l'apport en nature.

Les avantages particuliers stipulés n'appellent pas d'observation de notre part.

**Fait à MENETOU-SALON, le 13 juin 2022.**

**Le commissaire aux apports,**

**Olivier CORTET.**



# ACTE COMPLEMENTAIRE AU CONTRAT D'APPORTS DU 30 JUIN 2022

**ENTRE LES SOUSSIGNES :**

**Monsieur Aurélien, Gérard BAILLY,**
Né le 14 Novembre 1985 à LAGNY-SUR-MARNE (Seine et Marne),
de nationalité française, célibataire, non pacsé,
demeurant 42 Rue Konrad Adenauer -18000 BOURGES.

*Ci-après dénommé « L'apporteur » d'une part,*

**ET :**

**STAFF HOLDING**
Société par actions simplifiée
au capital de 1 210 000 euros
Siège social : 139 Chemin de Villeneuve -18000 BOURGES
RCS BOURGES 917 755 449
représentée par Monsieur Aurélien BAILLY, agissant en qualité de Président de ladite société.

*Ci-après dénommée « La Société bénéficiaire »*
*d'autre part,*

**IL EST RAPPELE CE QUI SUIT :**

Par acte sous seing privé en date du 30 juin 2022 enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de BOURGES 1, le 22 juillet 2022, dossier 2022 00041700 - référence 1804P01 2022 A 01343, Monsieur Aurélien BAILLY a apporté à la société STAFF HOLDING 5 000 parts sociales lui appartenant dans le capital de la Société « ABCLIMATISATION » RCS BOURGES 522 047 281.

Cet apport a été fait à date du jour de l'immatriculation au Registre du commerce et des sociétés de la société bénéficiaire de l'apport.

## IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

## ARTICLE 1 – PROPRIETE ET JOUISSANCE

Les apports sont devenus définitifs le 25 juillet 2022.

La société STAFF HOLDING est devenue bénéficiaire des apports en pleine propriété et a eu la jouissance le 25 juillet 2022 de l'intégralité des 5 000 parts sociales de la société ABCLIMATISATION objets du contrat d'apport du 30 juin 2022 ; à cette même date elle est subrogée de plein droit dans tous les droits et obligations attachés aux parts sociales apportées.

## ARTICLE 2 – DECLARATIONS FISCALES

L'échange des titres objet des présentes, réalisé conformément aux dispositions de l'article 150-0 B du Code général des impôts est placé de plein droit sous le régime de sursis d'imposition de la plus-value visé audit article.

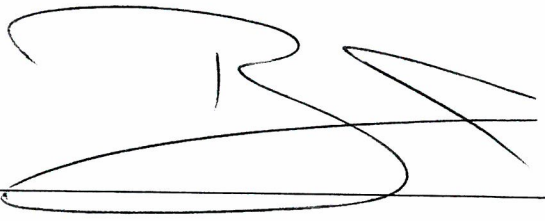
Les parties déclarent qu'aucune soulte n'est accordée en contrepartie des apports effectués et que la société dont les titres sont apportés n'est pas à prépondérance immobilière.

## ARTICLE 3 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- l'apporteur : 42 Rue Konrad Adenauer – 18000 BOURGES
- la Société bénéficiaire en son siège social indiqué en tête des présentes.

Fait en quatre exemplaires.
A BOURGES
Le 30 septembre 2022

| SIGNATAIRE | SIGNATURE |
|---|---|
| Monsieur Aurélien BAILLY<br>Apporteur |  |
| SAS STAFF HOLDING<br>La Société bénéficiaire |  |

**********

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE L'ENREGISTREMENT
BOURGES 1
Le 19/10/2022 Dossier 2022 00058279, référence 1804P01 2022 A 01781
Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros
Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

*gistrement*

ASSISTANCE ET CONSEIL
EXPERTISE COMPTABLE
CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**

1 Place Henri Mirpied

18000 BOURGES

BOURGES, le 25 novembre 2022

**Objet : Dépôt d'actes**

Monsieur le Greffier,

Nous vous prions de bien vouloir trouver ci-joint, aux fins de dépôt les documents juridiques relatifs à la mise à jour des statuts (annexe complémentaire) de la Société **STAFF HOLDING**, savoir :

- un acte complémentaire au contrat d'apports du 30 juin 2022,
- un exemplaire des statuts mis à jour de la société susvisée.

Merci de nous faire parvenir directement au cabinet **ASSISTANCE ET CONSEIL, à BOURGES (18000) Parc Esprit 1, rue Albert Einstein,** le récépissé de dépôt d'actes correspondant.

Nous vous remercions de bien vouloir inscrire le coût de cette formalité sur le compte n° 4100193 du CABINET ASSISTANCE ET CONSEIL

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Greffier, nos sincères salutations.

**Céline DEL RIZZO**
**Juriste**